

## **MOTION SNES-SNEP CA du jeudi 9 février 2012.**

Snes-Snep dénonce avec vigueur les politiques néo-libérales mises en place en France encouragées entre autres, par l'Europe de Bruxelles, les agences privées de notation et le FMI. Elles ont pour conséquences le sacrifice final de l'enseignement public, laïque et républicain de ce pays au profit des « boîtes privées ».

Ainsi, le lycée Béhal de Lens perd encore environ 180 Heures-Postes cette année, ce qui conduit à la suppression de postes ou d'heures en Anglais, Physique Appliquée, EPS mathématiques...alors que des besoins existent. C'est inadmissible. Cela porte à plus d'une centaine le nombre de postes supprimés depuis 10 ans dans cet établissement.

Cette destruction massive est orchestrée de différentes façons...

A la disparition de la carte scolaire que le lycée a subi de plein fouet en raison notamment de la programmation beaucoup trop tardive de sa rénovation, se greffe la disparition de la filière STI, victime des politiques de mondialisation libérale qui favorisent les délocalisations de l'appareil industriel. Un pays qui se désindustrialise dans ces conditions est un pays dont le déclin est pensé et organisé par ses classes dirigeantes.

A cela s'ajoute la scélératesse contre-réforme du lycée 2010-2012 qui détruit le volume-horaire de quasiment toutes les matières et qui donc réduit de fait les besoins en enseignants.

Ainsi pour l'exemple, un élève qui aura son bac en 2013 aura eu sur un cycle de 3 ans ; 90 heures d'économie s'il est en filière ES, 144 h de sciences en moins s'il est bachelier S ! Chaque lycéen ayant vécu cette réforme aura eu en moyenne 100 heures de français de moins, excusez du peu ! L'ajout d'aide individualisée dans les horaires n'y fera rien, ce n'est que de la poudre aux yeux, on ne bâtit pas son savoir sur une absence de cours disciplinaire donc de connaissances.

L'Etat français va donc cultiver le paradoxe d'avoir formé en très grand nombre des enseignants titulaires de haut niveau, expérimentés, et de les utiliser comme de simple variable d'ajustement avec des conditions de travail lamentables sur 2,3 voire 4 établissements !

Beaucoup voient leur matière se déliter, parfois disparaître.

Nous condamnons d'avance cet énorme gâchis sociétal et culturel totalement irresponsable !

Pourquoi après tout, ne pas supprimer le ministère de l'éducation nationale, c'est l'un des plus coûteux pour le contribuable !

**C'est pourquoi, la liste SNES-SNEP boycotte le CA de ce jour et votera de fait contre la DHG reçue par l'établissement. La liste SNES-SNEP demande sans plus attendre et dans un premier temps :**

- Le rétablissement immédiat de tous les postes perdus depuis 2005.
- L'abandon intégral de la contre-réforme du lycée.
- L'abandon de la réforme STI et la mise en œuvre de mesures souveraines de ré-industrialisation du pays.
- Le rétablissement immédiat et sans contournement de la carte scolaire.
- L'abandon de toutes les réformes liées à l'autonomie des établissements ( conseil pédagogique, notation par le « patron », primes aux chefs...).
- La fin de la mise en place d'un contrôle continu du bac dans certaines matières.
- La fin de la reconquête du mois de juin.
- Un retour à un unique mouvement de mutation national comme avant 1999.
- L'abandon de la réforme des concours d'enseignants. (retour aux stagiaires 4-6h)
- La fin de la notion de compétence. Les compétences, vocabulaire issu de l'idéologie néo-libérale, introduites à tout va dans le système scolaire français sont uniquement destinées à faire disparaître la notion de diplôme et de métier au profit d'une employabilité maximale des salariés et au mépris des qualifications et des conventions collectives.
- Rentrée retardée d'une semaine dans les lycées en septembre en raison du baccalauréat de juin pour les élèves et les personnels.
- Une augmentation salariale de 35% qui correspond à la baisse du pouvoir d'achat des enseignants depuis 1980.
- La retraite à 60 ans pour tous à taux plein pour 37,5 années de cotisations.
- ...

